

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret n° 82-179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment ses articles 180 à 186 ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 16 et 180 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, le présent décret fixe le contenu et les modalités de financement des œuvres sociales des organismes employeurs, quel que soit le secteur d'activité auquel ils appartiennent.

Art. 2. — Sont considérées comme œuvres sociales au sens du présent décret, toutes actions ou réalisations tendant à contribuer à l'amélioration du bien-être physique et moral des travailleurs par un complément à la rémunération du travail sous forme de prestations en matière de santé, de logement, de culture et de loisirs et, en règle générale, toutes mesures à caractère social visant à faciliter la vie quotidienne du travailleur et de sa famille.

Art. 3. — Les œuvres sociales de l'organisme employeur sont complémentaires des actions de l'Etat, des collectivités locales et des institutions spécialisées, prises en charge en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

Elles peuvent être développées dans les domaines :

- de l'assistance sociale,
- des prestations en matière de santé,
- des crèches et jardins d'enfants,
- du sport de masse,
- des activités de culture et de loisirs,
- des activités tendant au développement du tourisme populaire : excursions, centres aérés, centres de vacances, centres de repos familiaux,
- des coopératives de consommation,
- des actions à caractère administratif tendant, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, à faciliter la création de coopératives immobilières.

Art. 4. — Sont bénéficiaires des œuvres sociales de l'organisme employeur, les travailleurs et retraités ainsi que les familles qui sont à leur charge.

Les familles des travailleurs décédés continuent de bénéficier des mêmes avantages.

Un arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du secrétaire d'Etat aux affaires sociales précisera, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Art. 5. — Les œuvres sociales de l'organisme employeur sont financées dans les conditions fixées par les articles 6 à 12 ci-dessous.

Art. 6. — Sont à la charge de l'organisme employeur, les infrastructures, l'équipement et son renouvellement, nécessaires à la création et au développement des œuvres sociales.

Les projets de programmes des collectivités publiques, des organismes publics et des entreprises socialistes sont soumis à la procédure de investissements planifiés.

Art. 7. — Les charges de fonctionnement des actions entreprises dans les domaines figurant à l'article 3 du présent décret sont financées par le Fonds des œuvres sociales, à l'exclusion des dépenses de personnel qui demeurent prises en charge par l'organisme employeur.

Art. 8. — Le fonds des œuvres sociales de l'organisme employeur est alimenté par une contribution annuelle de ce dernier, calculée sur la base du taux de 3 % de la masse salariale brute, primes et indemnités de toutes natures comprises, telle qu'elle ressort de l'exercice comptable de l'année précédente.

Art. 9. — Dans le cas où l'organisme employeur est nouvellement créé, la contribution sera calculée sur la base du budget prévisionnel de dépenses au titre de la rémunération du personnel ; l'apurement des comptes est effectué sur la masse salariale brute, versée effectivement au cours de l'exercice considéré lors du calcul de la contribution au titre de l'exercice suivant.

Art. 10. — Le taux fixé à l'article 8 ci-dessus, au titre de contribution de l'organisme employeur au Fonds des œuvres sociales, est susceptible de révision, en fonction de l'évolution de l'économie nationale et des objectifs de la planification.

Art. 11. — La contribution de l'organisme employeur au Fonds des œuvres sociales est versée à un compte spécial ouvert à cet effet au nom de l'organe chargé de la gestion des œuvres sociales.

Elle est due en tout état de cause et ne saurait être frappée de forclusion, ni tomber en exercice clos.

Art. 12. — En cas de contestation sur l'assiette de la contribution retenue par l'organisme employeur, il peut être fait appel, pour sa détermination, aux services compétents de l'Etat, chargés du travail et des finances dans le cadre de leurs attributions respectives.

Art. 13. — Outre la contribution de l'organisme employeur, prévue à l'article 8 ci-dessus, le Fonds des œuvres sociales peut être alimenté par les ressources suivantes :

- a) les ressources procurées en contrepartie de prestations de services,
- b) les ressources provenant de manifestations sportives et culturelles organisées par les organes chargés de la gestion des œuvres sociales, ainsi que celles provenant, le cas échéant, de l'organisation de loteries,
- c) les subventions d'organismes et d'institutions publiques,
- d) les dons et legs,
- e) la contribution financière éventuelle des travailleurs.

Art. 14. — Le Fonds des œuvres sociales ne peut être détourné de son affectation.

Art. 15. — Les œuvres sociales ne peuvent être dissoutes à l'occasion d'un transfert de propriété ou de modification du statut juridique de l'organisme employeur.

En cas de cessation définitive d'activité de l'organisme employeur, la contribution due, au titre des œuvres sociales, est calculée au *pro rata temporis*, au jour de la cessation pour l'année civile considérée.

Art. 16. — Les biens meubles et immeubles, acquis sur le Fonds des œuvres sociales prévu à l'article 8 du présent décret, d'un organisme employeur du secteur privé ayant cessé définitivement son activité, sont dévolus à l'organe chargé de la gestion des œuvres sociales inter-organismes du lieu d'implantation dudit organisme employeur.

Art. 17. — Les travailleurs des organismes employeurs dans lesquels ne sont pas créés des organes et structures chargés de la gestion des œuvres sociales, peuvent, dans les conditions et modalités fixées par décret, bénéficier des œuvres sociales réalisées à leur profit dans un cadre inter-organisme.

Art. 18. — En application des dispositions de l'article 184 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, la réglementation définira les conditions dans lesquelles les organismes employeurs assurent le transport, la restauration et le logement de fonction de leurs travailleurs ainsi que les centres d'accueil et les bases de vie.

En attendant la réglementation prévue ci-dessus ainsi que le décret pris en application de l'article 185 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, les règles et procédures en vigueur continuent d'être appliquées.

Art. 19. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 mai 1982.

Chadli BENDJEDID,

DECRETS

Décret exécutif n° 94-186 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994 complétant le décret n° 82-179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail et de la protection sociale;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu le décret législatif n° 94-10 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant la retraite anticipée;

Vu le décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 fixant le taux de cotisation de sécurité sociale;

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982 complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Décète :

Article. 1^{er}. — Le présent décret a pour objet de compléter les articles 3 et 8 du décret n° 82-179 du 15 mai 1982 susvisé.

Art. 2. — L'article 3 du décret n° 82-179 du 15 mai 1982 susvisé est complété *in fine* comme suit :

" Les œuvres sociales de l'organisme employeur contribuent, en outre dans le cadre de la législation en vigueur, au financement du régime de retraite anticipée".

Art. 3. — L'article 8 du décret n° 82-179 du 15 mai 1982 susvisé est complété *in fine* comme suit :

" Le taux de 3% prévu à l'alinéa ci-dessus est affecté comme suit:

— 2% pour la réalisation des actions prévues à l'article 3, alinéa 1^{er};

— 0,5% au titre de la contribution au fonds national des œuvres sociales en faveur de la promotion du logement social des salariés;

— 0,5% à titre de contribution au financement du régime de retraite.

La quote-part de 0,5 % prévue au 3^o tiret ci-dessus est versée directement par l'employeur au profit de l'organisme chargé de la retraite anticipée selon les modalités en vigueur en matière de sécurité sociale".

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994.

Mokdad SIFI.





Décret exécutif n° 96-74 du 14 Ramadhan 1416
correspondant au 3 février 1996
complétant le décret exécutif n° 82-179 du
15 mai 1982 fixant le contenu et le mode
de financement des œuvres sociales.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116
(alinéa 2) ;

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales complété par le décret exécutif n° 94-186 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter l'article 3 (alinéa 2) du décret n° 82-179 du 15 mai 1982 susvisé par un paragraphe nouveau rédigé ainsi qu'il suit :

"— du financement des actions tendant à la promotion du logement à caractère social au profit des travailleurs salariés".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Ramadhan 1416 correspondant au 3 février 1996.

Ahmed OUYAHIA.

